

CAMP DE MIGRANTS EL BARRETAL

Observatoire des Camps de Réfugiés
Pôle Amériques
Isabella Leroy
Mai 2020



CAMP DE MIGRANTS D'EL BARRETAL

Localisation du camp

CONTEXTE DE MIGRATION

RÔLE DE L'ÉTAT HÔTE

Organisation institutionnelle

Politique d'intégration

COMPOSITION DU CAMP

La population concernée

Les gestionnaires de la zone d'accueil

DÉFAILLANCES OBSERVÉES

Répression des mouvements de contestation et
refoulement à la frontière

Xénophobie

Revirement de politique

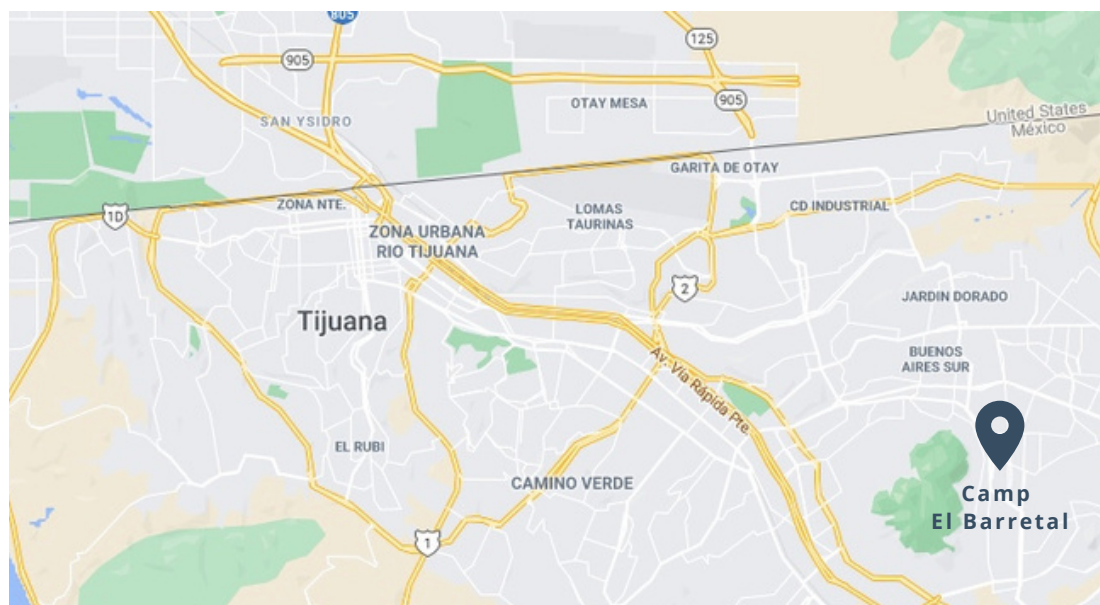
Absence d'alternatives suite à la fermeture d'El
Barretal

Localisation du camp D'EL BARRETAL



Tijuana, Basse Californie,
Mexique.

Lors de son existence, le camp de migrants d'El Barretal était situé dans une boîte de nuit abandonnée au sud de la ville de Tijuana, à l'extrême nord-ouest du Mexique, dans l'état de la Basse Californie. Excentré du centre ville, le camp était cependant situé à moins de 15 km de la frontière entre les Etats-Unis et le Mexique.



CARTE : ©2020 GOOGLE

CONTEXTE DE MIGRATION

Le camp El Barretal a été créé fin 2018 alors que deux "caravanes de migrants" en provenance du Honduras parcouraient le continent américain afin de rejoindre les Etats-Unis et se sont trouvés bloqués à la frontière, dans la ville de Tijuana au Mexique. Le gouvernement mexicain a d'abord fait le choix de les rassembler dans un stade au nord de la ville (1), toutefois face aux intempéries, les autorités ont ensuite déplacé les personnes s'y trouvant à El Barretal, une boîte de nuit abandonnée dans le sud-est de la ville, à environ 15 km de la frontière (2).

Cependant, certaines ONG qui étaient présentes sur place, telle Border Angels, soupçonnent qu'il s'agissait également d'une stratégie du gouvernement mexicain afin d'éloigner les personnes migrantes de la frontière avec les Etats-Unis (3), notamment à la suite d'affrontements ayant eu lieu entre les agents frontaliers états-uniens et les migrants (4).

De fait, une partie des personnes migrantes refusait d'être déplacée au camp El Barretal, et choisissait plutôt d'établir un camp informel aux abords du stade, qui a depuis été baptisé le camp "*Contra Viento y Marea*" ("contre le vent et la marée"). Les motivations de ces personnes étaient souvent de ne pas s'éloigner de la frontière afin de ne pas être détournées de leur souhait de déposer une demande d'asile aux Etats-Unis (5).

Par ailleurs, d'autres personnes migrantes ont

fait le choix de trouver refuge dans des associations locales, de traverser la frontière de manière irrégulière, de louer un appartement à Tijuana ou encore de retourner dans leurs pays d'origine (6).

La pérennisation du camp était tout d'abord due à l'accord entre les Etats-Unis et le Mexique selon lequel les personnes ayant déposé une demande d'asile aux Etats-Unis doivent séjourner au Mexique le temps de l'examen de leur demande par les autorités états-uniennes.

(1) Unidad Deportiva Benito Juarez.

(2) Refugee Support, "Projects: Tijuana : Mexico", Refugee Support, 5 décembre 2018, <https://www.refugeesupport.eu/projects/tijuana-mexico/>

(3) Jack Herrera, "A look inside a migrant shelter in Tijuana", Pacific Standard, 20 décembre 2018, <https://psmag.com/social-justice/a-look-inside-a-migrant-shelter-in-tijuana>

(4) Jack Herrera, "Tear gas on the border is only the beginning of a standoff that could last months", Pacific Standard, 26 novembre 2018, <https://psmag.com/news/tear-gas-on-the-border-is-only-the-beginning-of-a-standoff-that-could-last-months>

(5) El Colegio de la Frontera Norte, "La caravana de migrantes centroamericanos en Tijuana 2018-2019 (segunda etapa)", El Colegio de la Frontera Norte, 25 mars 2019.

(6) Ibid.

Ce processus pouvant prendre plusieurs mois, notamment suivant l'admission au compte-goutte des demandes d'asile à la frontière, l'accumulation des personnes migrantes à El Barretal était devenue inéluctable (7). En effet, le gouvernement des Etats-Unis, qui considérait la caravane de migrants comme une "invasion", a limité le nombre de demandes d'asile pouvant être déposées chaque jour à la frontière (8).

Les demandeurs d'asile ont également été repoussés de la frontière à Tijuana par les agents de la Border Patrol (USBP) qui ont notamment fait utilisation de gaz lacrymogène (9). A la demande des autorités, le camp a été fermé le 31 janvier 2019 et les résidents ont été expulsés le jour même (10).

(7) Jack Herrera, "Tear gas on the border is only the beginning of a standoff that could last months", op.cit.

(8) Paulina Villegas, "Migrants in Tijuana know Trump doesn't want them. They aren't giving up", New York Times, 5 janvier 2019, <https://www.nytimes.com/2019/01/05/world/americas/tijuana-mexico-migrant-caravan.html>

(9) Paulina Villegas et Alan Yuhas, "Mexico calls on U.S. to investigate use of tear gas at the border", New York Times, 3 janvier 2019, <https://www.nytimes.com/2019/01/03/world/americas/mexico-border-tear-gas-investigation.html>

(10) El Colegio de la Frontera Norte, op.cit.

RÔLE DE L'ÉTAT HÔTE

ORGANISATION INSTITUTIONNELLE

La prise en charge des personnes migrantes du camp d'El Barretal avait d'abord été assurée par la municipalité de Tijuana, avant que celle-ci ne fasse appel aux autorités fédérales afin de bénéficier d'un soutien financier et logistique plus important compte tenu de l'affluence de migrants et demandeurs d'asile au sein de la ville. C'est donc le gouvernement fédéral, en coordination avec la municipalité et l'état de Basse Californie, qui a décidé de louer le site du Barretal.

La logistique a été assurée dans un premier temps par le Système national pour le développement intégral de la famille (SNDIF), une institution publique mexicaine d'aide sociale, le Secrétariat de développement municipal et la Direction de l'aide au migrant.

Cependant, le gouvernement fédéral a rapidement transféré la responsabilité de la gestion des lieux à la Coordination nationale de la protection civile, et la gestion de l'orientation des personnes migrantes à l'Institut national de migration (INM) (11).

La coordination du camp était assurée par des tables rondes à la Chambre nationale de commerce (Canaco) afin de permettre aux différents niveaux d'intervention étatique de répartir les tâches à effectuer dans le camp et à cibler les problèmes présents (12).

POLITIQUE D'INTÉGRATION

Dans un effort de promouvoir l'intégration des personnes migrantes au sein de la société mexicaine et de les décourager de traverser la frontière avec les Etats-Unis, le Service national à l'emploi et l'INM organisaient rapidement une "foire à l'emploi" en coordination avec les autorités migratoires lors des arrivées de migrants. Cette foire permettait ainsi aux personnes le souhaitant de trouver un emploi à Tijuana tout en régularisant leur situation par l'obtention d'un titre de séjour (13).

Le président mexicain, Andrés Manuel López Obrador, avait également mis en place une stratégie visant à augmenter les salaires à la frontière dans un effort de décourager l'émigration vers les Etats-Unis (14).

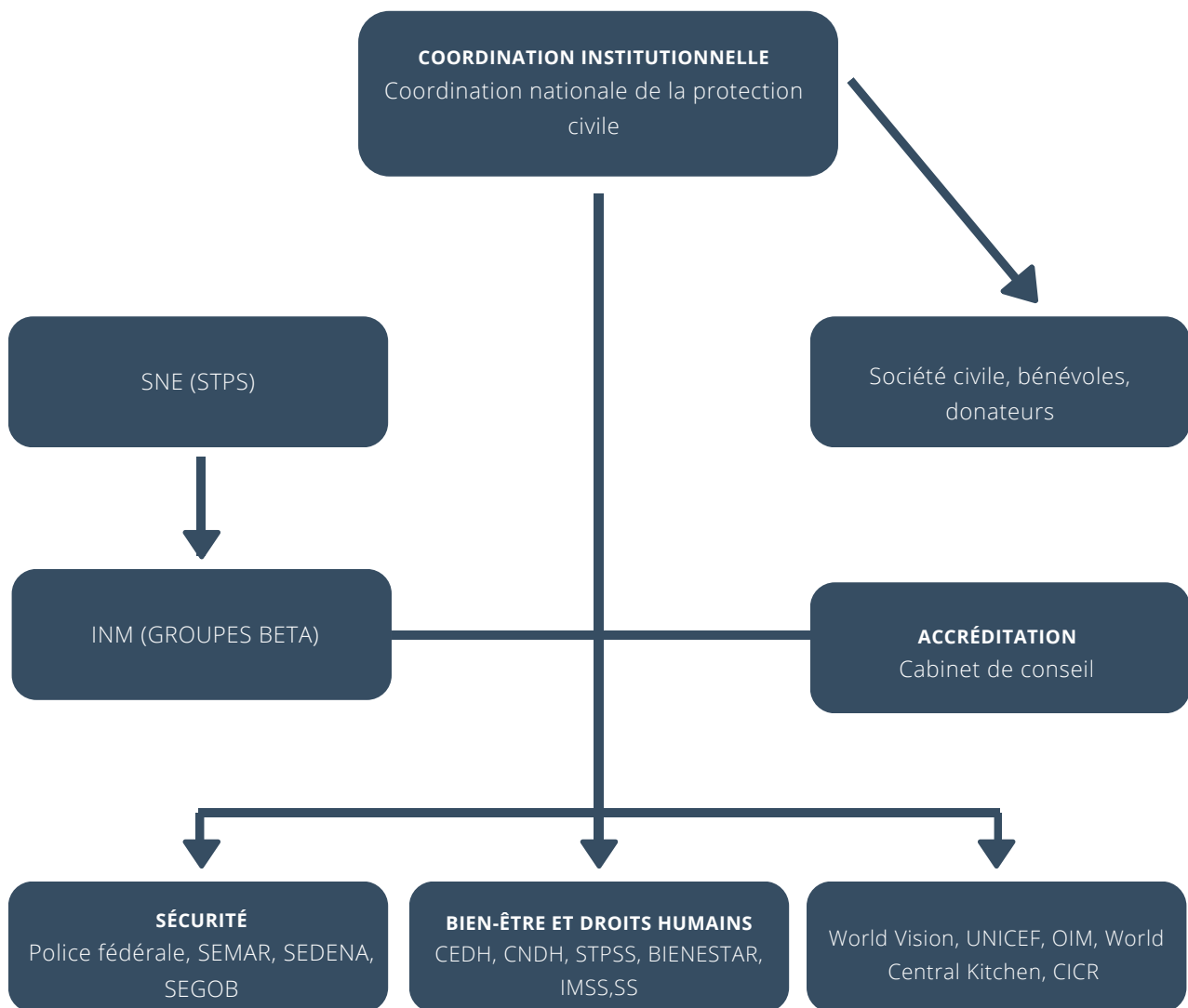
(11) El Colegio de la Frontera Norte, op.cit.

(12) Ibid.

(13) Ibid.

(14) Paulina Villegas, "Migrants in Tijuana know Trump doesn't want them. They aren't giving up", New York Times, 5 janvier 2019, <https://www.nytimes.com/2019/01/05/world/americas/tijuana-mexico-migrant-caravan.html>

Le schéma suivant permet de comprendre l'organisation institutionnelle du camp :



SOURCE : EL COLEGIO DE LA FRONTERA NORTE

SEMAR : Marine mexicaine (Secretaría de Marina)

SEDENA : Secrétariat à la Défense Nationale du Mexique (Secretaría de la Defensa Mexicana)

SEGOB : Secrétariat à l'Intérieur du Mexique (Secretaría de Gobernación)

CEDH : Commission étatique des droits humains (Comisión Estatal de los Derechos Humanos)

CNDH : Commission nationale des droits humains (Comisión Nacional de los Derechos Humanos)

BIENESTAR : Secrétariat au Bien-être (Secretaría de Bienestar)

IMSS : Institut Mexicain de la Sécurité Sociale (Instituto Mexicano del Seguro Social)

SS : Secrétariat à la Santé (Secretaría de Salud)

SNE : Service National de l'Emploi (Servicio Nacional de Empleo)

STPS : Secrétariat au Travail et à la Prévision Sociale (Secretaría del Trabajo y Previsión Social)

COMPOSITION DU CAMP



**PRINCIPALES
ORIGINES**

2,000

**NOMBRE DE PERSONNES
ESTIMÉES DANS LE CAMP**

LA POPULATION CONCERNÉE

Jusqu'à sa dissolution en janvier 2019, le camp d'El Barretal représentait le plus grand camp de migrants à Tijuana. Le 20 décembre 2018, l'INM comptait 2,194 personnes migrantes à El Barretal, dont la majeure partie était originaire du "*Triángulo Norte*" ("triangle du Nord"), la région d'Amérique centrale comprenant le Salvador, le Guatemala et le Honduras. Parmi le comptage réalisé, 74% des personnes présentes dans le camp étaient ainsi honduriens, 14,8% salvadoriens et 8,5% guatémaltèques.

Cependant, la population du camp était très fluctuante et les chiffres diffèrent. D'autres sources citent par exemple entre 2,000 (15) à 2,500 (16) personnes habitants dans le camp à cette même date.

L'ancien gestionnaire du camp, Leonardo Nery, explique que par la suite, la population a fortement chuté de 3,000 à environ 1,000 personnes début 2019 pour atteindre moins de 100 personnes avant la fermeture du camp (17). La majorité des migrants présents était des hommes, âgés entre 19 et 45 ans (bien que les femmes et familles représentaient également une part importante des personnes présentes) (18).

Les principaux motifs d'exil des pays d'origine étaient en premier lieu la raison économique (assurer une meilleure qualité de vie), suivi par les motifs liés à l'asile (violences et insécurité dans leurs communautés d'origine, notamment les violences liées aux bandes armées, ou encore les violences domestiques) (19).

(15) Le journaliste Jack Herrera dans un article paru dans le Pacific Standard estime que 2,000 personnes vivaient à El Barretal, Jack Herrera, "A look inside a migrant shelter in Tijuana", op. cit.

(16) L'ONG Refugee Support comptait ,500 migrants au 5 décembre 2018. Refugee Support, "Projects: Tijuana : Mexico", Refugee Support, 5 décembre 2018, <https://www.refugeesupport.eu/projects/tijuana-mexico/>

(17) Paulina Villegas, op. cit.

(18) El Colegio de la Frontera Norte, op. cit.

(19) Ibid.

LES GESTIONNAIRES DE LA ZONE D'ACCUEIL

Les gestionnaires du camp étaient les suivants :

- **Hébergement/mise à l'abri** : l'INM, les Groupes Beta de protection des migrants et l'Etat mexicain de manière générale (20).
- **Octroi de titres de séjour/protection internationale** : les migrants avaient deux possibilités pour obtenir une protection internationale. Une grande partie d'entre eux avaient formulé une demande d'asile aux Etats-Unis, mais suite à l'accord précité entre le Mexique et les Etats-Unis, ils devaient attendre la décision des autorités états-uniennes au Mexique. Une partie d'entre eux n'a pas pu approcher la frontière aux fins de demander l'asile, ayant été repoussés violemment par les garde-frontières états-uniens. Aussi, des visas humanitaires temporaires mexicains étaient disponible afin de pouvoir travailler de manière régulière. Des navettes entre le camp et les bureaux de l'immigration mexicaine étaient assurées afin de permettre aux demandeurs d'obtenir ces visas. Les titres de séjour distribués correspondait à des "cartes de visiteur pour raisons humanitaires" (TVRH). A titre d'exemple, lors d'une foire à l'emploi, l'INM a octroyé 2,189 TVRH sur 3,966 demandes (21).

Selon une enquête du Colegio de la Frontera Norte réalisée fin 2018, 84.5% des personnes interrogées avaient entamé les démarches pour obtenir une TVRH, et bien que 30% des personnes interrogées avaient quitté leurs pays pour des motifs liés à l'asile, 7% seulement déposaient une demande d'asile au Mexique, accordé par la Commission mexicaine d'aide aux réfugiés (COMAR). Il faut noter que la COMAR n'a pas de bureaux à Tijuana, ce qui a rendu les délais d'attente assez long (six mois environ), même si les demandeurs d'asile peuvent faire la demande d'une TVRH entretemps comme il l'a été proposé à l'ensemble des membres de la caravane (22). Le reste des personnes était régularisé sur le fondement de leur travail ou des liens familiaux au Mexique.

La TVRH autorise le séjour pendant un an et est renouvelable une fois. Elle accorde le droit de travail et la possibilité d'obtenir une "clef unique de registre d'habitant" (CURP), un document permettant l'accès à divers services sociaux et de sortir et re-rentre librement au Mexique. De plus, un cadre de l'INM précise qu'environ 1,300 personnes migrantes appartenant à la "caravane" avaient été expulsées ou renvoyées dans leur pays d'origine.

(20) Ryanne Mena, "The latest migrant shelter eviction in Tijuana", Knock, 3 février 2019, <https://knock-la.com/the-latest-migrant-shelter-eviction-in-tijuana-9be0f7a7d6f6>

(21) El Colegio de la Frontera Norte, op. cit.

(22) Ibid.

- **ONG/institutions internationales et locales** : Amnesty International (AI) s'occupait des actions de plaidoyer pour l'accès aux droits et a conduit une mission d'observation au sein d'El Barretal. AI avait par exemple organisé une visite du camp par le gouvernement mexicain afin de se rendre compte des conditions de vie dans l'ancienne boîte de nuit (23). Les autres ONG et institutions internationales présentes étaient : World Vision, World Central Kitchen, UNICEF, l'Organisation internationale des migrations, le Comité international de la Croix Rouge et Pueblo Sin Fronteras (qui accompagne les migrants sur leur parcours migratoire). Parmi les ONG locales, Refugee Support, Border Angels et Activate Labs étaient également présentes pour assister la population au sein du camp.

Les services assurés à El Barretal étaient les suivants :

- **Habilitation et coordination du camp** : la location du terrain était assurée par le gouvernement fédéral mexicain en coordination avec la municipalité et l'état de Basse Californie (24). La majorité des personnes y vivant se trouvait dans des tentes ou des habitats de fortune éparpillés sur le patio en ciment devant l'ancienne boîte de nuit.

L'orientation des migrants concernant leur parcours migratoire était assurée par les Groupes Beta, un service assuré par l'INM et qui était aussi chargé de fournir de l'eau, des services médicaux et d'assurer la circulation des informations pour les migrants en danger (25).

- **Sécurité** : le Secrétariat à la sécurité et à la protection citoyenne assurait des fonctions de sécurité au sein du camp.
- **Nourriture** : le Secrétariat à la Marine (l'armée mexicaine) distribuait deux repas par jour près de l'entrée d'El Barretal, à 9h et à 16h (26).
- **Enfants et familles** : les Nations Unies ont dédié un espace aux familles et aux enfants, où des douches temporaires ont été installées et l'UNICEF opérait un pavillon dédié aux enfants, apportant surtout un soutien médical et psychologique (27).
- **Hygiène** : les salles de bain de l'ancienne boîte de nuit n'étant plus utilisables, une partie des migrants y avaient établis leurs lits. Des toilettes portatives ont ainsi été mis à disposition des migrants, même si elles présentaient des problèmes d'hygiène. Les lavabos de l'ancienne boîte de nuit étaient toujours en état de marche et ont pu être utilisés par les résidents pour se laver et faire leur lessive (28).

(23) Ryanne Mena, op.cit.

(24) El Colegio de la Frontera Norte, op. cit.

(25) Ibid.

(26) Ibid.

(27) Jack Herrera, "A look inside a migrant shelter in Tijuana", op.cit.

(28) Ibid.

- **Santé** : le gouvernement mexicain par le biais du Secrétariat à la Santé opérait une clinique médicale dans le camp (29) qui incluait : un cabinet dentaire mobile opéré par des dentistes payés par les autorités mexicaines et un hôpital mobile (30).
- **Protection et droits de l'Homme** : la Commission nationale des droits de l'Homme (CNDH) et la Commission étatique des droits de l'Homme (CEDH) étaient présentes dans le camp afin de documenter les violations des droits humains (31). Une aide humanitaire était également fournie par différentes ONG, organismes internationaux et associations religieuses (32). Plusieurs églises de filiation chrétienne comme Hermanos en el Camino assurait par exemple la mise à l'abri des personnes migrantes arrivant à Tijuana et le père Alejandro Solalinde Guerra a également assuré une position de leader lors de la mise en place du camp (33).



CICR



IOM • OIM World Vision



(29) El Colegio de la Frontera Norte, op. cit.

(30) Jack Herrera, "A look inside a migrant shelter in Tijuana", op.cit.

(31) El Colegio de la Frontera Norte, op. cit.

(32) Ibid.

(33) Ibid.

DÉFAILLANCES OBSERVÉES

RÉPRESSION DES MOUVEMENTS DE CONTESTATION ET REFOULEMENT À LA FRONTIÈRE

Concernant les principaux mouvements de contestation, des groupes de migrants ont décidé de forcer le passage à la frontière pour atteindre les Etats-Unis, notamment par le point de contrôle de San Ysidro (34). Un exemple de ces manifestations a eu lieu le 24 novembre 2018, lorsque plusieurs centaines de migrants tentèrent de traverser la frontière mais furent repoussés par des gaz lacrymogènes par l'agence des douanes et de la protection des frontières états-uniennes (CBP).

Les tensions ont donné lieu à des affrontements avec les garde-frontières états-uniens et la police mexicaine. D'autres groupes de migrants au contraire ont tenté de régulariser leur séjour à Tijuana et de s'intégrer socialement et économiquement dans le marché de travail mexicain sans chercher à outrepasser les contrôles frontaliers. Ces deux différentes approches ont par la suite généré des tensions au sein du camp El Barretal (35).

Par ailleurs, le Haut-Commissariat aux Réfugiés des Nations Unies dénonce la politique de refoulement à la frontière qui oblige les demandeurs d'asile d'attendre au Mexique le résultat de leur demande d'asile déposée auprès des autorités états-uniennes, ainsi que les difficultés pour en déposer une en premier lieu (36). Certaines personnes ayant refusé d'être transférées à El Barretal depuis le stade où elles étaient initialement placées ont ainsi été obligées, contre leur gré, d'aller à El Barretal le 20 décembre 2018 (37).

XÉNOPHOBIE

L'arrivée des différentes caravanes, y compris celle d'un groupe de migrants LGBT voyageant à part, a provoqué la colère de certains habitants de Tijuana qui ont vu l'arrivée de ces étrangers comme une "invasion". Le maire de Tijuana a ainsi pris à partie les personnes migrantes et le 18 décembre 2018, une manifestation anti-migrants a réuni près de 300 personnes, les accusant de fragiliser l'économie mexicaine et d'augmenter l'insécurité (38).

(34) Ibid.

(35) Ibid.

(36) UNHCR, "UNHCR deeply concerned about new U.S. asylum restrictions", *UNHCR*, 15 juillet 2019, <https://www.unhcr.org/news/press/2019/7/5d2cdf114/unhcr-deeply-concerned-new-asylum-restrictions.html#:~:text=UNHCR%2C%20the%20UN%20Refugee%20Agency,protection%20from%20violence%20or%20persecution>.

(37) Françoise Lestage, "Murs et caravanes: les migrants centraméricains à Tijuana en décembre 2018", *Problèmes d'Amérique Latine*, 2019/2 (N° 113), 2019.

(38) Ibid.

REVIREMENT DE POLITIQUE

Après un premier accueil favorable, l'élan de solidarité impulsé par le nouveau président mexicain, Andres Manuel Lopez Obrador, s'est rapidement essoufflé. En effet, la politique de distribution des visas humanitaires s'est transformée fin mars 2019 en un "plan d'endiguement" de la migration, passant notamment par la limitation de l'octroi des visas humanitaires et par l'augmentation de la détention des personnes migrantes (39).

ABSENCE D'ALTERNATIVES SUITE À LA FERMETURE D'EL BARRETAL

Dès le mois de décembre 2018, la fermeture du camp était déjà un objectif souhaité par les autorités mexicaines. En effet, à cette date, les deux étapes définies par ces acteurs se déclinaient dans un premier temps à fournir des services d'urgence pour garantir le bien-être et la sécurité des personnes issues des caravanes et de définir la politique à appliquer à chaque "cas" de personne migrante selon son parcours (aide au retour, asile au Mexique ou asile aux Etats-Unis). Dans un second temps, le but était de rendre moins forte la pression sur ce refuge et à terme de le fermer. Le 8 décembre 2018, il était estimé que cette fermeture aurait lieu dans 45 jours (40).

Lors de la fermeture du camp en janvier 2019, il semble qu'aucunes alternatives n'aient été trouvées pour les personnes y étant hébergées jusqu'ici. Amnesty International, qui a effectué une mission d'observation lors de la fermeture du camp, déplore que les personnes y ayant résidé aient "disparu dans la nature" sans qu'une alternative ou un suivi ait été mis en place (41).

(39) Ibid.

(40) El Colegio de la Frontera Norte, op. cit.

(41) Philippe Hensmans, "Frontière Mexique USA : une mission d'Amnesty International", Amnesty International, 28 janvier 2019, <https://www.amnesty.be/infos/blogs/blog-philippe-hensmans/4joursaupieddumur>